Saint-Paul-de-Tartas : finances de la commune

Commune · Haute-Loire (43) · 197 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Saint-Paul-de-Tartas affichait un encours de dette de 1,5 M€, soit 7 659 € par habitant, une épargne brute égale à 43,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 6,4 ans.

Dette par habitant
7 659 €
1,5 M€ au total

Capacité de désendettement
6,4 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
43,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 585 € / hab.
312 k€ au total

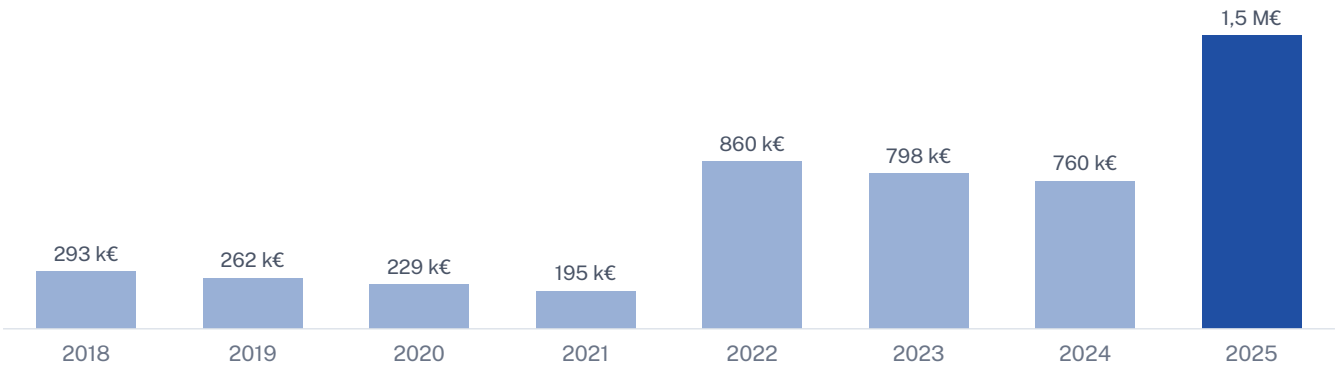
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 585 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	21,1 %	334 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	43,1 %	1 201 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	7 659 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	4 069 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	679 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 293 k€ en 2018 à 1,5 M€ en 2025 (+414,2 %). Valeur la plus basse : 195 k€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	293 k€	44,3 %	1,7 ans	85 k€
2019	262 k€	50,4 %	1,1 ans	198 k€
2020	229 k€	42 %	1,5 ans	30 k€
2021	195 k€	43,6 %	1 ans	266 k€
2022	860 k€	54,6 %	2,7 ans	1,4 M€
2023	798 k€	62 %	1,6 ans	291 k€
2024	760 k€	51,1 %	2,5 ans	248 k€
2025	1,5 M€	43,1 %	6,4 ans	802 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saint-Paul-de-Tartas	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	7 659 €	1 011 €	+657,4 %
Impôts locaux par habitant	679 €	496 €	+36,9 %
Frais de personnel par habitant	334 €	463 €	−27,8 %
Investissement par habitant	4 069 €	554 €	+634,7 %
Taux d'épargne brute	43,1 %	24,7 %	
Capacité de désendettement	6,4 ans	2,1 ans	

Jumelles : Esparros (65), Ferrals-les-Montagnes (34), Thoras (43), Les Plantiers (30), Mouterre-sur-Blourde (86), Rasiguères (66), Alzon (30), Le Monteil-au-Vicomte (23), Promilhanes (46), Sabaillan (32). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	208	197	−5,3 %	+0 %
Dette par habitant	1 258 €	7 659 €	+508,8 %	−17,4 %
Impôts locaux par habitant	495 €	679 €	+37,1 %	+20,3 %
Frais de personnel par habitant	326 €	334 €	+2,3 %	+19,4 %
Taux d'épargne brute	50,4 %	43,1 %	−7,3 points	−0,2 point
Capacité de désendettement	1,1 ans	6,4 ans	+5,3 ans	−0,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		15 928 €		3 453 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saint-Paul-de-Tartas	Comparaison
Habitants (2023)	204	+1 % depuis 2012 (département : +1,3 %)
65 ans ou plus (2023)	39,5 %	département : 26,1 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,5 pour 100 habitants	département : 2,3
Salariés du secteur privé (2025)	3	
Élèves des écoles (rentrée 2015)	11	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

70 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 30 emplois, soit 42 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	6,2 %	4,5 %	1,3 %	14,3 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6,2 %	8,4 %	6,6 %	14,3 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	7,7 %	10,3 %	20,1 %	17,9 %
Professions intermédiaires	15,4 %	25,9 %	26,4 %	0 %
Employés	35,4 %	26,5 %	26,1 %	17,9 %
Ouvriers	29,2 %	24,4 %	19,5 %	35,7 %

Professions les plus exercées par les habitants : Auvergne-Rhône-Alpes

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	59 090	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	58 490	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	56 510	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	50 710	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	50 250	1,4 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	45 240	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	44 710	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	39 960	1,1 %
Conducteurs de poids lourds	39 490	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	39 470	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	36 930	1 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	36 680	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Haute-Loire (43)) : 5 780 au moins, dont 45 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Ouvriers peu qualifiés des industries chimiques et plastiques	479	1,7 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	359	30,6 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	287	79,4 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	278	67,3 %
Serveurs de cafés restaurants	233	29,6 %
Ouviers qualifiés des industries agro-alimentaires	217	3,2 %

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	184	62,5 %
Employés de l'hôtellerie	177	53,7 %
Viticulteurs, arboriculteurs	171	30,4 %
Aides-soignants	170	70,6 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Saint-Paul-de-Tartas
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	500 k€ pour 6 projets
Par habitant	2 538 € (communes de même taille : 260 € ; département : 509 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	25,3 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Travaux de restructuration et de canalisation des reseaux d'eaux pluviales du bourg et des uffernets - demande de subvention pour la gestion des eaux pluviales	323 186 €
2023	DETR	Aménagement des villages de la Villette, Fourmagne, Chaussadis, La Fagette et mise en sécurité des voies et voiries communales	64 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.